

L'Action française et les catholiques

Le tournant de 1908

JACQUES PRÉVOTAT

Les années 1900-1914 sont, pour l'Action française, comme pour tant d'autres mouvements, des années-laboratoire, traversées de courants multiples où se mettent en place les linéaments d'une doctrine, les organisations qui la portent. Les élites sociales traditionnelles sont atteintes les premières, mais des passerelles sont créées en vue de toucher des publics différents, notamment le milieu ouvrier. La question n'est pas neuve et a déjà fait l'objet d'études ¹.

Je limiterai mon propos au seul aspect de la conquête des milieux catholiques encore largement majoritaires à l'époque en me demandant si cette chronologie recoupe ou non la chronologie nationale. Il faudrait étudier comment les positions définies par l'Action française progressent dans la presse nationale et dans la presse de province et à partir de quand sa doctrine devient une pensée de référence. Si l'on pose la question en ces termes au niveau national, je me demande s'il ne faut pas repousser jusqu'à 1918-1919 le véritable tournant qui s'explique par le prestige acquis pendant la guerre, le soutien sans failles donné à l'Union sacrée, la défense acharnée de Clemenceau, la dénonciation des traîtres par Léon Daudet, qui s'accompagne d'un accroissement spectaculaire du tirage (notamment en 1917, 156 000 exemplaires vendus contre 20 000 en 1913 et 1914 et, pour l'après-guerre, 41 000 en 1923 ²).

1. Bertrand Renouvin, « Maurras, le fondateur », *Mil neuf cent. Revue d'histoire intellectuelle*, 11, 1993, p. 77-81, et Pierre Nora « Les deux apogées de l'Action française », *Annales*, janvier-février 1964.

2. Selon Eugen Weber, *L'Action française*, Paris, Stock, 1962, p. 212.

Si l'on s'en tient au catholicisme, ce n'est guère avant 1912 que les bulletins diocésains ou la revue *Questions actuelles* mentionnent l'Action française en publiant des comptes rendus des deux livres de Maurras, *La politique religieuse* (1912) et *L'Action française et la religion catholique* (1913). Ces dates sont tardives et ne donnent pas une image exacte de la diffusion de l'idéologie maurrassienne. Une étude attentive invite à proposer une chronologie plus fine.

La naissance de la revue *l'Action française* dans l'été 1899 s'accompagne d'une stratégie de conquête. Dès 1891, Maurras entreprend de libérer la culture provençale d'un siècle de jacobinisme et veut reconstruire un pouvoir suffisamment fort pour restituer aux provinces leur autonomie ³. *L'Enquête sur la monarchie* (dont les deux premiers fascicules paraissent dans *la Gazette de France* en 1900, et le troisième en 1903) s'inscrit dans une même perspective : diffuser les conclusions expérimentales auxquelles Maurras est parvenu et privilégier parmi les adhérents une clientèle recrutée dans les rangs d'un parti royaliste en désarroi, essentiellement catholique. Assez vite, cependant, une partie de cette clientèle répugne à adhérer à ce nouveau royalisme. D'autres enquêtes provinciales complètent la première ⁴.

En héritier d'Auguste Comte, Maurras entend que « le *pouvoir spirituel*, même bégayant, soit désigné au public ». En clair, le dénominateur spirituel commun à partir duquel la société pourra se reconstruire, c'est le royalisme défini comme « une union nationale supérieure à toute division de partis » et accueillante aux « libertins de gauche », comme aux catholiques de droite. Encore isolé au milieu des républicains qui composent la première *Action française*, Maurras avoue à Barrès son ambition de « conquérir au royalisme non seulement *l'Action*, mais vous-même et la France entière ⁵ ».

Dès les débuts de la revue, le nationalisme maurrassien s'affiche comme la volonté de restaurer ce pouvoir fort qui rendra la nation à elle-même en rétablissant les fondements de l'État, l'armée, la magistrature, l'Église, et en excluant les étrangers, nomades, immigrants sans racines, qui « campent » sur le territoire national, c'est-à-dire les « quatre États confédérés » : « Juifs, protestants, francs-

3. Stéphane Giocanti, *Charles Maurras félibre. L'itinéraire et l'œuvre d'un chantre*, Paris, Louis de Montalte, 1995, p. 49 sq.

4. *L'Enquête périgourdine sur la Monarchie* (Henry Cellérier), *l'Enquête politique en pays charentais* (Paul Courcoural), *l'Enquête bretonne sur la Monarchie* (Marcel de la Bigne de Villeneuve) paraissent en 1909, 1911 et 1914.

5. Lettre de Charles Maurras à Maurice Barrès du 19 novembre 1899, in *La République ou le Roi*, Paris, Plon, 1970, p. 252.

maçons, métèques ». Le slogan recueille une indiscutable adhésion. Dès les premiers numéros (1^{er} août 1899), plusieurs articles se réfèrent à ce nationalisme : ainsi Maurice Spronck (1861-1921), membre de la Ligue de la patrie française et futur membre de l'Action libérale populaire, ou encore (15 août 1899), Jules Caplain-Cortambert, ancien officier qui s'éloigne ensuite de l'Action française, et écrit un article intitulé : « Pourquoi, libre-penseur, mais nationaliste, je ne dois pas être anticlérical ». Cette affirmation de scepticisme religieux attire des réserves de la part des catholiques, mais les frontières sont encore poreuses. L'autorité croissante de Maurras et de son dogme monarchiste éloigne les républicains ou bien les convertit (Vaugeois, Pujo, Lucien Moreau, Jules Lemaitre).

La propagande et la stratégie visent d'abord le vieux parti royaliste, d'où les liens étroits contractés avec la *Revue catholique et royaliste* dont le premier numéro paraît le 20 juin 1901, sous le patronage du général Athanase de Charrette de la Contrie (1832-1911), ancien zouave pontifical qui a combattu à Mentana et qui, sous la bannière du drapeau du Sacré-Cœur, participe en décembre 1870 à la charge héroïque de Loigny à la tête du régiment des Volontaires de l'Ouest. Parmi les collaborateurs de cette revue, citons le comte de Lantivy de Trédion (du Morbihan), le père Georges de Pascal, le marquis René de La Tour du Pin, futurs collaborateurs de la revue *l'Action française*. Un des champions de la conquête du monde catholique et royaliste en ces premières années du siècle est un moine bénédictin, dom Jean-Martial Besse, de l'abbaye de Ligugé, alors réfugié en Belgique, qui sillonne la France en tous sens, insufflant l'esprit d'Action française aux vieux comités royalistes. Son combat est avant tout royaliste et catholique. La jeunesse de Maurras et sa force de conviction, l'ardeur de l'équipe qui l'entoure lui paraissent l'instrument providentiel d'une œuvre de restauration. C'est sous le pseudonyme de « Jehan » qu'il écrit un temps dans le quotidien *l'Action française*.

Le terrain catholique est encombré de deux obstacles : les catholiques démocrates rassemblés autour de Sangnier dans le Sillon, dont Maurras s'efforce dès 1904 de dénoncer les idées néfastes sur le plan politique comme sur le plan religieux. Ses articles réunis en volume paraissent en 1906 sous le titre *Le dilemme de Marc Sangnier*. Autre cible, les catholiques « ralliés » de l'Action libérale populaire, dont l'école nationaliste s'efforce de démontrer que l'esprit républicain s'inspire d'un libéralisme prêt aux concessions, et donc frondeur vis-à-vis des directives du pape Pie X. Cette propagande se heurte aux autorités romaines qui accordent leur confiance au parti de Jacques Piou, au moins jusqu'en 1908.

La conquête du terrain catholique s'est faite progressivement et s'est, dès l'origine, efforcée de gagner la jeunesse. Un épisode significatif le montre dès 1904 lorsqu'un jeune militant acquis à la cause met en parallèle dans la *Revue de la jeunesse catholique* l'action morale de Paul Desjardins et l'Action française, en dénigrant la première, pour mieux exalter la seconde ⁶. L'affaire émeut la direction de la revue puisque, deux mois après, un article long et circonstancié réfute point par point les thèses maurrassiennes et invite la jeunesse catholique à ne pas céder à la tentation d'une émigration « hors de notre époque ⁷ ». Comme si l'avertissement ne suffisait pas, le président de l'Association catholique de la jeunesse française en personne, Henri Bazire, juge nécessaire au cours de l'été de revenir sur la question pour observer que « la réclame et le bruit ne nous semblent pas l'accompagnement nécessaire de l'étude consciencieuse et désintéressée » et d'ajouter : « Pour s'en prendre à un tel adversaire, il faudrait d'autres armes et plus de préparation ⁸ » – remarque qui en dit long sur l'emprise intellectuelle précoce du maurrassisme sur la jeunesse.

Une première percée de l'idéologie d'Action française est en train de se réaliser dans les élites de la jeunesse catholique. Le travail d'exploration et de conquête mené depuis cinq ans commence à porter ses fruits. Les premières sections provinciales se constituent : ainsi à Poitiers, autour du marquis de Roux, qui crée en 1902 un mensuel *Poitiers-Étudiant*, ou à Versailles en 1905 ; mais il faut attendre 1907-1908 pour que les sections naissent et se développent. Les années 1904-1906 montrent qu'un élan a été donné, qui ne s'arrête plus. En 1905, la Ligue d'Action française voit le jour et, lors de la séance inaugurale, le 9 mars, Henri Vaugois avertit qu'avant de détruire la République par la violence, il importe de la démolir dans les esprits :

Les historiens qui ne comprennent rien à l'histoire racontent que le Deux Décembre a été fait par une conspiration du Prince Louis, de Morny, de Maupas et de Saint-Arnaud. C'est là négliger l'essentiel. Le Deux-Décembre a été fait par Victor Hugo et par Béranger, par Lamartine et par Thiers, par ceux qui firent entrer dans le cœur et dans le

6. Pierre Vimal, « Action morale, action française », *Revue de la jeunesse catholique*, février 1904, p. 76-90.

7. Antoine Celier, « Autour d'un brillant article », *Revue de la jeunesse catholique*, avril 1904.

8. Henri Bazire, « Le droit des humbles », *Revue de la jeunesse catholique*, août 1904.

*cerveau de la France la transformation légendaire de la vie de Napoléon*⁹.

Autre indice simultané : le premier débat public sur le rôle et la place des catholiques dans l'Action française lancé par la revue catholique libérale *le Correspondant*, au moment du vote de la loi de séparation, se prolonge trois ans¹⁰, durant lesquels l'Action française défend la légitimité de sa tactique face aux notables, proches de l'orléanisme, symbolisés par les « cardinaux verts », favorables à une solution de compromis à propos des associations culturelles¹¹. Le débat dépasse la tactique et touche à des questions de fond. Ainsi Étienne Lamy s'interroge sur le sort de l'Église dans le régime monarchique restauré par l'Action française : celle-ci jouirait-elle, toujours et en tout état de cause, du droit d'avoir le dernier mot, comme l'exige son statut, ou serait-elle subordonnée à l'État ?

L'année 1906 voit l'intervention active des ligueurs dans la défense des églises lors des inventaires. Leur sens aigu de la propagande et leur volonté d'en découdre accroissent leur popularité¹². Le « respect humain » leur est étranger. Cette année voit aussi l'affirmation de l'école dans le champ de « l'intelligence » : après avoir, en mars 1905, célébré avec éclat le soixante-quinzième anniversaire de Fustel de Coulanges (mort en 1889) dans le but de marquer la rupture avec l'université officielle, en février 1906 est fondé l'Institut d'Action française que dirige Louis Dimier, agrégé de philosophie et historien d'art, véritable contre-Sorbonne, pourvue de huit chaires d'enseignement : *Syllabus* (politique catholique), *Auguste Comte* (philosophie positive), *Frédéric Amouretti* (relations internationales), *Rivarol* (histoire des idées politiques), *Sainte-Beuve* (l'empirisme organisateur), *Maurice Barrès* (nationalisme français), *La Tour du Pin* (économie sociale), *Louis XI* (formation de l'unité nationale). C'est au cours de la même année que Maurras, soucieux de renforcer l'alliance avec les catholiques, commente le *Syllabus* en insistant sur la coïncidence de la doctrine

9. Henri Vaugeois, séance d'inauguration de la Ligue d'Action française, *l'Action française* (revue), 15 mars 1905, p. 439.

10. *Le Correspondant*, 10 décembre 1905, 10 décembre 1907, 10 juin 1908, 25 juillet 1908

11. Jean-Marie Mayeur, « Des catholiques libéraux devant la loi de Séparation : les *cardinaux verts* », in *Mélanges offerts à M. le doyen André Latreille*, Lyon, Audin, 1972, p. 207-224.

12. « Désormais, pour près d'une génération, les tenants du néo-monarchisme devaient jouer un rôle capital dans le catholicisme français », note Jean-Marie Mayeur, *La Séparation des Églises et de l'État*, Paris, Éd. ouvrières, 1991, p. 157.

officielle de l'Église avec la doctrine politique de l'Action française¹³. La création de la Nouvelle librairie nationale, maison d'édition fondée et dirigée par Jean Rivain, fournit la tribune intellectuelle qui manquait au mouvement.

En 1907, enfin, se tient à Paris le premier congrès national où sont représentées une quarantaine de sections. La soutenance en Sorbonne en 1907 des deux thèses de Pierre Lasserre¹⁴, perçue par Gilbert Maire comme une victoire « des idées maurrassiennes », a, somme toute, moins d'importance, pour le sujet qui nous concerne, que la condamnation pontificale du modernisme par l'encyclique *Pascendi* (8 septembre 1907). *L'Action française* se range aussitôt parmi les défenseurs les plus actifs de l'enseignement pontifical en publiant, sous la plume de Louis Dimier, un article intitulé : « La défense de la raison »¹⁵. Ce choix est capital pour l'avenir : *L'Action française* se donne un brevet d'orthodoxie. Trois ans plus tard, les mises en garde de Maurras contre les doctrines du Sillon paraissent recevoir la pleine approbation de la papauté¹⁶. Ainsi l'œuvre de redressement intérieur de la jeune école nationaliste coïncide-t-elle, du moins en apparence, avec les axes essentiels de la politique catholique.

Les années 1908-1909 se caractérisent par la poursuite de cette stratégie : la création du quotidien en mars 1908 est suivie par la création de la *Revue critique des idées et des livres* qui veut être pour la pensée de droite ce que la *Nouvelle revue française* est pour la gauche¹⁷. Les camelots du roi créés en 1908 imposent l'Action française dans l'espace public.

Désormais les milieux catholiques semblent acquis : dans les séminaires, les collèges, les évêchés, les œuvres aussi, l'emprise de l'école est une réalité. La publication, au seuil de l'année 1909, du premier livre de sévère critique dans l'ordre religieux contre le péril maurrassien est un signe¹⁸, renforcé par le fait que c'est au cours de cette même année que la revue des jésuites *Études* prend

13. « Sur le texte du Syllabus », *L'Action française* (revue), 15 mai 1906, repris in Charles Maurras, *La politique religieuse*, Paris, Librairie nationale, 1912, p. 132-170.

14. *Essai sur la révolution dans les sentiments et dans les idées au XIX^e siècle* et *Les idées de Nietzsche sur la musique : la période wagnérienne*.

15. *L'Action française* (revue), 1^{er} octobre 1907.

16. La lettre *Notre charge apostolique* condamnant le Sillon date du 25 août 1910.

17. P. Nora, art. cit., p. 132.

18. Abbé Alphonse Lugan, *L'Action française et l'idée chrétienne. Une doctrine agnostique, une doctrine amoral, une doctrine achrétienne*, Paris, Bloud et Cie, 1909.

parti pour l'alliance entre les catholiques et l'Action française sous la plume du père Descroix, déclenchant une vive réplique d'adversaires, tels le philosophe Maurice Blondel et l'oratorien Laberthonnière¹⁹. C'est encore au même moment qu'une requête déposée au Saint-Office pour un examen des doctrines d'Action française aboutit dès le printemps 1909 à la désignation d'un consulteur de la congrégation de l'Index en la personne du bénédictin belge dom Laurent Janssens, recteur du collège Saint-Anselme de Rome, qui conclut un an plus tard en faveur d'une condamnation.

C'est donc entre 1908 et 1910 qu'on peut situer le tournant qui marque la conquête des milieux catholiques. La conjoncture politico-religieuse, la conviction répandue dans les rangs du parti républicain que le catholicisme n'a plus d'avenir, le discours de l'Action française qui affirme, au contraire, que la véritable libre pensée est incarnée par l'ordre catholique, la figure de Maurras, clerc désintéressé qui met sa notion d'ordre et sa logique passionnée au service de l'Église, sont autant d'éléments d'explication²⁰. Peut-être convient-il d'évoquer ici, outre les pages bien connues de Péguy dans *Notre jeunesse* (cependant très critiques à l'égard du rationalisme maurrassien), une réaction éclairante de Bergson rapportée par Gilbert Maire à propos des doctrines de Barrès et de Maurras :

*Je leur sais gré simplement de nous obliger à critiquer et à vouloir réformer un régime dont les imperfections éclatent. J'ai toujours cru à l'utilité des pessimistes*²¹.

Sans doute est-il nécessaire de relativiser cette hégémonie. Il n'est pas facile d'apprécier l'influence de l'Action française en l'absence du baromètre électoral. Le tirage du quotidien dépasse les 30 000 en 1913, avec plus de 7000 abonnés en 1913 et 11 000 en 1914²². Le nombre des sections recensées varie selon qu'on examine les chiffres donnés par les Almanachs ou qu'on décompte le chiffre des sections réellement représentées au Congrès (au lieu

19. Michael Sutton, *Charles Maurras et les catholiques français, 1890-1914. Nationalisme et positivisme*, Paris, Beauchesne, 1994.

20. Voir la réaction d'un adversaire : « Il m'est agréable de reconnaître la sincérité vaillante et désintéressée de l'évolution politique de M. Maurras et de ses amis, tout en précisant nettement les divergences de méthode qui nous séparent de lui » (Charles-Melchior, marquis de Vogüé, *le Correspondant*, 10 juin 1908, p. 989).

21. Gilbert Maire, *Bergson, mon maître*, Paris, Grasset, 1935, p. 163.

22. E. Weber, *op. cit.*, p. 212.

des 264 de l'Almanach de 1911, on en compte 97 au congrès de 1911 et 118 en 1913).

Si une partie des élites catholiques est gagnée, surtout après 1910, il existe un peuple catholique républicain, attaché au régime, conformément aux directives de Léon XIII. Malgré un recul net, l'Action libérale populaire n'est pas écrasée. On peut se demander si la condamnation de janvier 1914, ratifiée par Pie X (mais non promulguée), n'aurait pas abouti si le changement de pontificat ne s'était produit plus tôt. Les adversaires de l'intégrisme ne désarment pas et la fondation de la *Nouvelle journée* par Paul Archambault à la veille de la guerre annonce la naissance d'un autre climat intellectuel et spirituel. L'Association catholique de la Jeunesse française avec ses 150 000 membres pèse d'un poids considérable. La force de l'Action française provient de l'emprise qu'elle exerce sur une part des élites catholiques. Parler d'un succès de l'Action française après 1909 n'est sans doute pas faux, mais n'est-ce pas aussi se laisser porter par une propagande et des apparences fortes, porteuses d'illusions à long terme ?